

Source : <http://www.journaldelenvironnement.net/article/une-solution-scandaleusement-simple-pour-financer-la-lutte-contre-le-rechauffement,88729?xtor=RSS-31>

Téléchargement 15 12 2017

# Une solution scandaleusement simple pour financer la lutte contre le réchauffement

Le 11 décembre 2017 par Valéry Laramée de Tannenberg

**Dans un livre[1] publié quelques jours avant le sommet Climat du 12 décembre, le climatologue Jean Jouzel et l'économiste Pierre Larrouturou développent des idées simples pour financer la lutte contre le changement climatique. Jean Jouzel nous en résume les lignes force.**

---

[1] *Pour éviter le chaos climatique et financier*, par Jean Jouzel et Pierre Larrouturou, Odile Jacob.

C'est à Bonn, entre deux rendez-vous et trois conférences données dans le cadre de la COP 23, que Jean Jouzel se prête aux jeux des questions-réponses. La journée commence mal. Dans la matinée, les scientifiques du [Global Carbon Project](#) ont annoncé la première augmentation de nos émissions de gaz à effet de serre depuis 4 ans.

2% du PIB mondial

Dans les salles de réunion, sur les estrades de la COP fidjienne, les experts du monde entier s'échinent à trouver des moyens de financer, précisément, l'atténuation et l'adaptation aux conséquences du réchauffement. Ce qui pourrait presque faire sourire le climatologue français. «*Depuis les travaux de Nicholas Stern, nous savons grosso modo ce que nous devons investir pour tenter de stabiliser la température moyenne globale*», souligne l'ancien président du groupe 1 du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec). Très discuté par le monde académique, le montant du devis calculé par l'ancien économiste en chef de la banque mondiale est de l'ordre de 2% du PIB mondial. «*Cela représente environ 1.100 milliards de dollars à consacrer chaque année au climat*», traduit Jean Jouzel.

50 à 70 milliards pour réformer l'urbanisme

La somme peut paraître considérable. Elle doit être rapportée à l'aune du défi climatique. Depuis 2013, la France consacre 32 milliards d'euros par an au financement de sa transition, rappelait récemment le [groupe de réflexion I4CE](#). Mais pour être dans les clous de sa politique Energie Climat, c'est 50 à 70 milliards que notre pays devrait mettre au pot annuellement pour réformer son urbanisme, réduire ses besoins en mobilité, développer les énergies renouvelables, diminuer ses consommations d'énergie, transformer son secteur agricole, etc.

Comment trouver 1.100 Md\$ annuels, alors que les pays occidentaux peinent à financer la contribution annuelle de 100 milliards qu'ils devront verser dès 2020 aux pays les plus vulnérables? Simple, répond le glaciologue français. Il suffit de s'inspirer de l'action menée par la... Banque centrale européenne (BCE).

faire tourner la planche à billets

Pour éviter l'effondrement de l'économie européenne, à la suite de la crise financière de 2008, la BCE a fait tourner la planche à billets. *«La BCE a injecté plus de 2.000 Md€ en deux ans, dont l'essentiel est allé à la spéculation»*, résume-t-il. *«Si nous sommes capables de consacrer 2.000 milliards, en deux ans, au sauvetage des banques européennes, on peut imaginer consacrer de la même façon la moitié à la lutte contre le réchauffement. C'est techniquement possible, financièrement souhaitable et totalement efficace.»* Efficace, à condition de se décider vite.

Pour diviser par 4 nos émissions d'ici 2050, seule façon d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris, nous devons commencer par plafonner nos rejets d'ici 2020, avant de les réduire d'environ 6% par an. *«C'est énorme!»* Si le plan Marshall américain a réussi à reconstruire l'Europe occidentale après la Seconde guerre mondiale, c'est en finançant 143 projets.

Plus fort que le plan Marshall

Pour décarboner l'économie européenne et mondiale, il faudra faire beaucoup plus, souligne Jean Jouzel: réduire à néant les émissions du secteur de l'énergie d'ici à 2050, diminuer les consommations d'énergie, accroître fortement l'utilisation des énergies renouvelables (dans la production d'électricité et de chaleur, mais aussi dans les transports), diminuer nos besoins en mobilité (notamment celle effectuée en véhicules individuels), modifier nos habitudes alimentaires (plus de produits de saisons et locaux, moins de viande), développer l'économie circulaire, rénover les logements. Les gains attendus sont doubles.

Dans l'immédiat, pareil effort relancerait durablement l'activité économique. *«De quoi initier les conditions propices à la création de 600.000 emplois en France»*, confirme Jean Jouzel. Pourquoi attendre?